

Rémy BREDIOIRE

37, bis rue du Colisée

75008 Paris

Centre de Santé des deux Communes

19 rue des Deux Communes

93100 Montreuil

**Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes
annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2024

Rémy BREDIOIRE
Commissaire aux comptes
Siège social : 37 bis rue du Colisée - 75008 Paris
Siren : 484 470 471 – APE 6920 Z
Membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Paris

Centre de Santé des deux communes

Association régie par la loi du 1er juillet 1901

N° Siren 912 390 556

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice de clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale de l'association **Centre de Santé des deux communes**,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2024, sur :

Les comptes annuels de l'association **Centre de Santé des deux communes**, tel qu'ils sont joints au présent rapport ;

- La justification de nos appréciations ;
- Les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Nous vous précisons que votre association n'étant pas tenu de désigner un commissaire aux comptes pour l'exercice 2023, les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023 n'ont pas fait l'objet de certification.

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **Centre de Santé des deux communes** relatives à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport, à l'exception du point décrit dans le paragraphe précédent.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie

« Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, notamment pour ce qui concerne l'actif circulant.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation.

Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris, le 27 octobre 2025

Rémy BREDOIRE

Commissaire aux comptes



CENTRE DE SANTE DES DEUX COMMUNES

Bilan et Resultat Association

Présenté en Euros

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

CENTRE DE SANTE DES DEUX COMMUNES

BILAN ACTIF

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)
-------	---	---

	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
ACTIF IMMOBILISE						
Immobilisations incorporelles						
. Frais d'établissement						
. Frais de recherche et développement						
. Donations temporaires d'usufruit						
. Concessions, brevets, licences, Marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires						
. Fonds commercial						
. Autres immobilisations incorporelles						
. Immobilisations incorporelles en cours						
. Avances et acomptes						
Immobilisations corporelles						
. Terrains						
. Constructions						
. Installations techniques, matériel & outillage industriels						
. Autres immobilisations corporelles						
. Immobilisations corporelles en cours						
. Avances & acomptes						
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
Immobilisations financières						
. Participations et Créances rattachées						
. Autres titres immobilisés						
. Prêts						
. Autres						
TOTAL (I)						
ACTIF CIRCULANT						
Stocks et en-cours	3 148		3 148	6,12		
Avances et acomptes versés sur commandes						
Créances						
. Créances clients, usagers et comptes rattachés	3 085		3 085	6,00		
. Créances reçues par legs ou donations						
. Autres					668	0,93
Valeurs mobilières de placement						
Instruments de trésorerie						
Disponibilités	45 185		45 185	87,88	71 456	99,07
Charges constatées d'avance						
TOTAL (II)	51 418		51 418	100,00	72 124	100,00
Frais d'émission des emprunts (III)						
Primes de remboursement des emprunts (IV)						
Ecart de conversion Actif (V)						
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	51 418		51 418	100,00	72 124	100,00

CENTRE DE SANTE DES DEUX COMMUNES

BILAN PASSIF

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	
--------	---	--	---	--

FONDS PROPRES				
Fonds propres sans droit de reprise				
. Fonds propres statutaires				
. Fonds propres complémentaires				
Fonds propres avec droit de reprise				
. Fonds statutaires				
. Fonds propres complémentaires				
Ecarts de réévaluation				
Réserves				
. Réserves statutaires ou contractuelles				
. Réserves pour projet de l'entité				
. Autres				
Report à nouveau	-100 456	-195,36	-33 575	-46,54
Excédent ou déficit de l'exercice	-56 434	-109,75	-66 881	-92,72
Situation nette (sous total)	-156 889	-305,11	-100 456	-139,27
Fonds propres consommables				
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées				
TOTAL (I)	-156 889	-305,11	-100 456	-139,27
FONDS REPORTES ET DEDIES				
Fonds reportés liés aux legs ou donations				
Fonds dédiés				
TOTAL (II)				
PROVISIONS				
Provisions pour risques				
Provisions pour charges				
TOTAL (III)				
DETTES				
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
Emprunts et dettes financières diverses				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	169 246	329,16	149 461	207,23
Dettes des legs ou donations				
Dettes fiscales et sociales	22 221	43,22	13 290	18,43
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	16 841	32,75	9 828	13,63
Instruments de trésorerie				
Produits constatés d'avance				
TOTAL (IV)	208 308	405,13	172 579	239,28
Ecarts de conversion passif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	51 418	100,00	72 124	100,00

ENGAGEMENTS REÇUS				
Legs nets à réaliser :				
- acceptés par les organes statutairement compétents				
- autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre				
ENGAGEMENTS DONNÉS				

CENTRE DE SANTE DES DEUX COMMUNES

COMPTE DE RÉSULTAT

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Présenté en Euros

COMPTE DE RÉSULTAT		Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)		%	
		Total	%	Total	%	Variation	%		
PRODUITS D'EXPLOITATION:									
Cotisations									
Ventes de biens et services									
- Ventes de biens									
- dont ventes de dons en nature									
- Ventes de prestations de services		551 453		573 774		-22 321		-3,88	
- dont parrainages									
Produits de tiers financeurs									
- Concours publics et subventions d'exploitation		81 739		43 387		38 352		88,40	
- Versements des fondateurs ou consommations/dotation consommptible									
- Ressources liées à la générosité du public									
- Dons manuels									
- Mécénats									
- Legs, donations et assurances-vie									
- Contributions financières									
Reprises sur amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charges									
Utilisations des fonds dédiés									
Autres produits		1		10		-9		-89,99	
Total des produits d'exploitation (I)		633 193		617 171		16 022		2,60	
CHARGES D'EXPLOITATION:									
Achats de marchandises									
Variations stocks									
Autres achats et charges externes		323 551		314 283		9 268		2,95	
Aides financières									
Impôts, taxes et versements assimilés		3 942		3 557		385		10,82	
Salaires et traitements		276 961		282 652		-5 691		-2,00	
Charges sociales		85 172		83 397		1 775		2,13	
Dotations aux amortissements et aux dépréciations									
Dotations aux provisions									
Reports en fonds dédiés									
Autres charges		1		8		-7		-87,49	
Total des charges d'exploitation (II)		689 626		683 897		5 729			
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)		-56 434		-66 726		10 292		15,42	
PRODUITS FINANCIERS:									
De participations									
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif									
Autres intérêts et produits assimilés									
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges									
Différences positives de change									
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement									
Total des produits financiers (III)									
CHARGES FINANCIERES:									
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions									
Intérêts et charges assimilées									
Différences négatives de change									
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilères placements									
Total des charges financières (IV)									
RESULTAT FINANCIER (III - IV)									

CENTRE DE SANTE DES DEUX COMMUNES

COMPTE DE RÉSULTAT

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Présenté en Euros

COMPTE DE RÉSULTAT (suite)	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)	%
RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	-56 434		-66 726		10 292	15,42
PRODUITS EXCEPTIONNELS:						
Sur opérations de gestion						
Sur opérations en capital						
Reprises sur provisions et transferts de charges						
Total des produits exceptionnels (V)						
CHARGES EXCEPTIONNELLES:						
Sur opérations de gestion			154		-154	-100,00
Sur opérations en capital						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions						
Total des charges exceptionnelles (VI)			154		-154	-100,00
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)			-154		154	-100,00
Participation des salariés aux résultats (VII)						
Impôts sur les bénéfices (VIII)						
Total des produits (I + III + V)	633 193		617 171		16 022	2,60
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	689 626		684 051		5 575	0,81
EXCEDENT OU DEFICIT	-56 434		-66 881		10 447	15,62
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
PRODUITS :						
Dons en nature						
Prestations en nature						
Bénévolat						
TOTAL						
CHARGES :						
Secours en nature						
Mise à disposition gratuite de biens et services						
Prestations						
Personnel bénévole						
TOTAL						

CENTRE DE SANTE DES DEUX COMMUNES

ANNEXES

Aux comptes annuels présentées en Euro

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Préambule

L'association a pour objet:

- de promouvoir l'accès aux soins médicaux et dentaires des personnes les plus démunies en renforçant l'offre de soins dans les secteurs faiblement dotés par la création de centre de Santé de proximité,
- d'Assurer la permanence des soins en pratiquant des horaires d'ouverture larges et, une prise en charge initiale sans rendez-vous,
- Garantir l'accès aux soins des personnes handicapées physiques et sensorielles en proposant des structures adaptées,
- D'intervenir dans les domaines de la pauvreté, de l'accueil des exclus, de la santé, des personnes âgées, des minorités, de la prévention ainsi que de l'enfance, de la jeunesse.

1. Organisation et exploitation d'un centre de santé dentaire

L'association gère un centre de santé dentaire autorisé par l'Agence Régionale de Santé. Celui-ci est implanté de manière stratégique sur le territoire afin de répondre aux besoins identifiés en matière d'offre de soins. L'activité du centre est encadrée par des procédures internes garantissant la qualité des soins, la continuité des prises en charge, et le respect des droits des patients. L'organisation du centre vise à assurer une coordination optimale des soins, avec une gestion rigoureuse des flux de patients, un respect des délais de prise en charge, et une réponse adaptée aux situations d'urgence.

2. Recours à une équipe de professionnels de santé salariés

L'association emploie une équipe pluridisciplinaire de professionnels qualifiés, comprenant notamment des chirurgiens-dentistes, des assistants dentaires, ainsi que du personnel administratif et médico-technique. Tous exercent sous statut salarié, dans un cadre structuré favorisant le travail en équipe, la coordination des soins et la traçabilité des actes réalisés. Des dispositifs de formation continue sont mis en place afin de garantir la montée en compétence des équipes et le maintien d'un haut niveau d'expertise clinique et technique.

3. Des équipements et des installations conformes aux normes

Le centre de santé est doté d'équipements techniques modernes, entretenus et régulièrement renouvelés. L'aménagement des locaux répond aux normes d'accessibilité, de sécurité et d'hygiène imposées par les autorités sanitaires. Ces conditions matérielles permettent aux praticiens de travailler dans un environnement sécurisé, tout en assurant aux patients un cadre de soins confortable et adapté.

4. Pilotage associatif et démarche d'amélioration continue

L'association veille à une organisation interne efficace, fondée sur une gouvernance claire et des processus de suivi réguliers de l'activité. Elle s'engage dans une démarche d'amélioration continue, à travers le recueil et l'analyse des indicateurs de qualité, la mise en oeuvre de plans d'action correctifs et l'écoute des usagers. Une attention particulière est portée à la conformité réglementaire, à la traçabilité des soins, et à la transparence des informations communiquées aux patients et aux partenaires institutionnels.

L'activité, bien que déficitaire, ne nécessite pas de procédure de sauvegarde.

Préambule (suite)

En effet, le déficit résulte principalement d'une dette avec un fournisseur pour lequel nous avons un accord de règlement.

L'exercice social clos le 31/12/2024 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2023 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 51 418 E.

Le résultat net comptable est un déficit de 56 434 E.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 02/09/2025 par les dirigeants.

1 - Evénements significatifs et faits caractéristiques de l'exercice

Nous n'avons pas identifié de fait significatif susceptible d'être mentionné dans l'annexe aux comptes annuels.

2 - Principes, règles et méthodes comptables

2.1 - Méthode générale

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en Euro.

2.2 - Principales méthodes d'évaluation et de présentation

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

2.2.1 - Stocks :

Le coût des stocks comprend tous les coûts d'acquisition, de transformation et autres coûts encourus pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent.

La valeur brute des éléments fongibles du stock est déterminée selon la méthode du dernier prix d'achat en raison d'une rotation rapide (ou FIFO ou coût unitaire moyen pondéré). Les frais d'approche sont retenus dans la valorisation des stocks. La valeur brute des marchandises et approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Les produits fabriqués sont valorisés au coût standard de production comprenant les consommations, les charges indirectes et directes de production, les amortissements de biens concourant à la production.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur est supérieure à l'autre terme énoncé.

2 - Principes, règles et méthodes comptables (suite)

2.2.2 - Créances :
Les créances, dont les créances clients, sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

3 - NOTES SUR LE BILAN ACTIF

3.1 - Etat des créances et charges constatées d'avance

CREANCES	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'1 an
Créances de l'actif immobilisé:			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres créances			
Créances de l'actif circulant:			
Créances usagers	3 085		
Autres créances			
Charges constatées d'avance			
TOTAL	3 085		

4 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF

4.1 - Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise					
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves					
Dont générosité du public					
Report à nouveau	-33 575	-66 881			-100 456
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	-66 881	66 881		-56 434	-56 434
Dont générosité du public					
Situation nette	-100 456			-56 434	-156 889
Situation nette dont générosité du public					
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement					
Dont générosité du public					
Provisions réglementées					
Dont générosité du public					
TOTAL	-100 456			-56 434	-156 889
TOTAL dont générosité du public					

4 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF (suite)

4.2 - Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit				
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	169 246	169 246		
Dettes fiscales & sociales	22 221	22 221		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	16 841	16 841		
Produits constatés d'avance				
TOTAL	208 308	208 308		

4.3 - Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant
Emprunts & dettes établ. de crédit	
Emprunts & dettes financières div.	
Fournisseurs	
Dettes fiscales & sociales	1 260
Autres dettes	
TOTAL	1 260

5 - Notes sur le compte de résultat

5.1 - Subventions d'exploitation

Nom du subventionneur	Motif de la subvention	Montant notifié N	Montant perçu N	Montant restant à percevoir en N+1	Montant perçu d'avance en N	Montant perçu d'avance en N-1
CPAM	TEULADE	16 544				
CPAM	ATIH	56 921				
SYLAE	Apprenti	8 274				
TOTAL		81 739				

Eléments significatifs ou importants

6 - Autres informations